

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

DECISION DU MAIRE N°2022-01**EN VERTU DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTION DU CONSEIL MUNICIPAL
___REPRISE D'UNE CONCESSION FUNERAIRE___****Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L. 2122-23;
- Vu l'article L.2223-1 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que chaque commune consacre à l'inhumation des morts, un ou plusieurs terrains spécialement aménagés à cet effet ;
- Vu l'article L.2223-13 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que lorsque l'étendue des cimetières le permet, il peut être concédé des terrains aux personnes qui désirent y fonder leur sépulture et celles de leurs enfants ou successeurs. Les bénéficiaires de la concession peuvent construire sur ces terrains des caveaux, monuments et tombeaux, en inhumant cercueils ou urnes ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2020/20 en date du 4 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire en vertu de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes desquelles l'assemblée délègue au Maire pour la durée de son mandat , les pouvoirs lui permettant de régler les affaires énumérées à l'article L. 2122-22 du C.G.C.T ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/41 en date du 26 juin 2017, reçue en préfecture le 7 juillet 2017, par laquelle le Conseil Municipal approuve le règlement intérieur des cimetières ; et notamment le principe de la rétrocession, si la concession se trouve vide de tout corps et fixe le remboursement aux titulaires, qui sera calculé au prorata de la période restant à courir pour les concessions non perpétuelles ;
- Vu la concession cinquantenaire de 3 m², enregistrée sous le n°883 en date du 04 juin 2021, plan 3 carré 3.3 du cimetière du village, accordée par la commune à Mme BARTELT Erika moyennant la somme de 500 Euros ;
- Vu la lettre de Mme BARTELT Erika, en date du 17 décembre 2021, reçue en mairie le 20 décembre 2021, manifestant le souhait de rétrocéder à la commune cette concession funéraire;
- Considérant que le Maire est autorisé à prendre toute décision, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 8° du C.G.C.T., en vue de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières;
- Considérant que la concession cinquantenaire, enregistrée sous le n°883 plan 3 carré 3.3 du cimetière du village, accordée par la commune à Mme BARTELT Erika le 04 juin 2021, se trouve vide de tout corps;
- Considérant que Mme BARTELT Erika a versé à la commune la somme de 500 Euros et que sur le fondement de la délibération du Conseil Municipal n°2017/41 en date du 26 juin 2017, la commune doit effectuer un remboursement calculé au prorata de la période à courir ;

- Considérant que Mme BARTELT Erika a utilisé la concession pendant 214 jours sur 18250 jours, il reste donc 18036 jours non utilisés, soit $500 \times 18036 / 18250 = 494.14$ euros à rembourser à Mme BARTELT Erika;

DECIDE

Article 1 : Le Maire accepte la reprise de la concession funéraire, vide de tout corps, enregistrée sous le n° 883 plan 3 carré 3.3 au cimetière du village, accordée par la commune à Mme BARTELT Erika le 04 juin 2021.

Article 2 : Il est remboursé à Mme BARTELT Erika la somme de 494.14 Euros correspondant à la période restant à courir de la concession cinquantenaire.

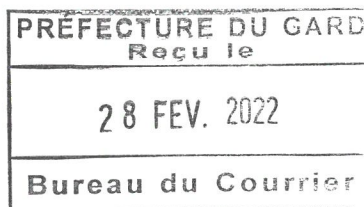
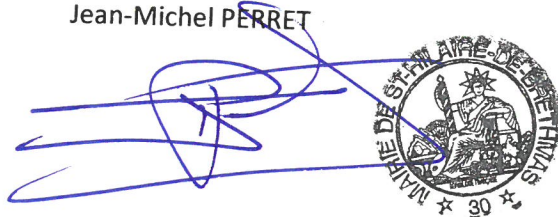
Article 3 : La présente décision sera transmise à Monsieur le Trésorier d'Alès et au comptable de la collectivité.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans le délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de la dernière mesure de publicité auprès du Tribunal administratif de Nîmes.

Article 5 : La présente décision sera communiquée au prochain conseil municipal sous la forme d'un donner acte.

A Saint Hilaire de Brethmas, Le 3 janvier 2022

Le Maire,
Jean-Michel PERRET



- Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de : sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr